

## Comprendre les élections présidentielles françaises

Compte-rendu rédigé par François Citton

La séance du Mardi 12 avril, qui se déroule deux jours après les résultats du premier tour de l'élection présidentielle française, qui a vu Emmanuel Macron et Marine Le Pen se qualifier au second tour, est consacrée à l'analyse de ces résultats, à la fois à l'échelle interne, et à l'échelle européenne.

En introduction de la soirée, **Jacques Lévy**, géographe, auteur de *l'Atlas Politique de la France*, directeur du rhizome Chôros, propose une analyse détaillée et cartographiée des résultats, qui sera publiée sous la forme d'un article sur *Le Grand Continent*, "[50 cartes pour lire le premier tour de la présidentielle](#)".

Dans un second temps, trois personnalités européennes ont discuté de la portée que ces élections françaises pourraient avoir dans d'autres espaces politiques nationaux, et à l'échelle européenne :

- **Arancha González Laya**, Dean de la Paris School of International Affairs de Sciences Po Paris, ancienne ministre des affaires étrangères espagnole ;
- **Enrico Letta**, sénateur, Secrétaire du Parti démocrate italien, ancien Président du Conseil italien ;
- **Cornelia Woll**, professeure de politique économique internationale, présidente de la Hertie School.

---

Après l'intervention liminaire de la séance par **Jacques Lévy**, **Gilles Gressani** introduit la seconde partie de la séance en demandant aux invités ce qui, selon eux, est le plus mal compris dans le système électoral français.

La première intervention est celle de **Cornelia Woll**, qui explique avoir l'impression que la plupart des observateurs internationaux ne comprennent pas les enjeux de l'élection et la comparent avec celle de 2017 – alors qu'elle est très différente, tant elle porte sur l'avenir de l'Europe. La stratégie d'Emmanuel Macron de créer un parti ni de droite, ni de gauche, a tellement bien fonctionné qu'elle a entraîné une crise identitaire au sein des partis qui se déclaraient de droite ou de gauche ; le vote utile est bien plus élevé qu'en 2017, signe que beaucoup d'électeurs semblent avoir voté en anticipant la probabilité de chaque candidat d'être au second tour, ce qui de fait laisse un faible réservoir de voix à Emmanuel Macron.

Une des grandes questions de cette élection est celle de la concurrence partisane : celle-ci, désormais, ne se structure plus selon un axe gauche/droite, mais selon un clivage culturel, opposant un extrême cosmopolite à un extrême nationaliste. Derrière Emmanuel Macron, les trois candidats antisystèmes, anti-Europe rassemblent 50% des suffrages... Cela renforce le fait que la candidature d'Emmanuel Macron se distingue sur l'Europe, contre ceux qui ne demandent plus le Frexit – le mot fait peur après le Brexit – mais la « renégociation des

traités » ou la mise en place d'une « Europe des nations ». **Cornelia Woll** est frappée par le manque de débat sur la question ukrainienne, ses enjeux géopolitiques et la place que l'Europe peut adopter pour peser dans ce débat. Selon elle, le grand nombre de positions pro-russes va forcément se ressentir à un moment.

À son tour, **Arancha Gonzalez** souligne que pour de nombreux Espagnols, le mode de fonctionnement de la présidentielle française ressemble à celui d'un référendum, d'abord pour ou contre Macron, puis pour ou contre le Pen. Elle partage l'analyse de **Cornelia Woll** : pour elle, ce référendum n'est pas structuré par le clivage gauche/droite, mais par la dichotomie entre solutions populistes-nationalistes et solutions européennes-démocratiques-libérales. Ce qui se passe en France suscite donc le plus grand intérêt en Espagne, dans la mesure où Jean-Luc Mélenchon, Marine le Pen et Éric Zemmour partagent une racine commune : le fait que pour eux, la réponse vient de la nation. Plus spécifiquement, les Espagnols s'intéressent à quatre sujets :

- La fragmentation de la gauche, c'est-à-dire la lutte des ego qui en empêche la victoire,
- La droitisation de la droite et la victoire de l'extrême-droite sur la droite traditionnelle. Cela est d'autant plus pertinent qu'une formation de droite espagnole, qui dirige une région, a annoncé s'associer avec un « pacte gouvernemental » dans la gestion régionale avec l'extrême-droite,
- La disparition des partis traditionnels, qui peuvent décéder quand ils ne sont plus utiles,
- L'importance des thèmes électoraux, plus que de l'étiquette partisane, dans la conquête d'un appui électoral.

**Gilles Gressani** souligne un élément important du débat : l'eupéanisation du politique. Comment peut-on politiser des questions à l'échelle européenne ? L'Europe est-elle une échelle pertinente pour la démocratie ?

**Enrico Letta** souligne que la comparaison entre les situations françaises et italiennes est elle-aussi intéressante, dans la mesure où celle-ci reproduit le clivage entre les centres urbains et la campagne. En Italie, cela se traduit concrètement par des sondages qui, demandent aux Italiens, s'ils étaient Français, pour qui ils voteraient, et aboutissent à des résultats extrêmement polarisés, avec Emmanuel Macron et Marine le Pen dépassant chacun la barre des 30%. On peut en tirer plusieurs leçons. La première est que le système politique français est radicalement différent du système allemand : en France, on connaît très bien le nom des candidats, peu ceux des partis ; en Allemagne, c'est l'inverse... Pour lui, l'Italie se situe à la croisée des chemins : le système est centré sur la figure des dirigeants, mais il existe des partis. Le deuxième point d'intérêt concerne le moment politique dans lequel cette élection se déroule : celui de la guerre. **Enrico Letta** a l'impression que celle-ci n'a joué aucun rôle ou presque dans les résultats, et il est sidéré de voir que les amis de Poutine n'ont pas payé le prix de cette amitié.

Ensuite, il souligne que la situation italienne n'est peut-être pas aussi clairement structurée autour d'un axe gauche/droite qu'en France : il prend l'exemple de la dirigeante de *Fratelli*

*d'Italia*<sup>1</sup>, qui ne s'est pas prononcée en faveur de Marine le Pen. Savoir quel clivage (gauche/droite ou européiste/souverainiste) va l'emporter sera intéressant. Enfin, il s'intéresse de près aux résultats de Jean-Luc Mélenchon (étant secrétaire général du Parti Démocrate italien) dont il a l'impression qu'il est porté par des électeurs qui sont moins radicaux et anti-système que lui. Pour **Enrico Letta**, il s'agit du signe que les électeurs de gauche ont voté « par anticipation », prévoyant que c'était le seul candidat à pouvoir se maintenir au second tour. Cela pose le problème du rôle (majeur) des sondages. En Italie, la période de réserve démarre deux semaines avant les élections. Cela est un vrai sujet car les résultats de Mélenchon se sont faits au détriment du PS, qui, comme en Grèce, s'est effondré, et alors même que pendant cinq ans, Jean-Luc Mélenchon n'a pas été parfait – dans sa relation avec la presse, avec le monde politique... S'il a réussi, c'est parce qu'il a réussi à toucher les jeunes. Cela donne à penser sur l'avenir de la gauche pro-européenne : une gauche qui mobiliserait les mêmes électeurs que Jean-Luc Mélenchon, sans en avoir l'image, et qui serait pro-européenne et centrée sur les questions sociales. L'opinion publique italienne est d'ailleurs en train de tourner : de pays le plus eurosceptique début 2020, l'Italie est devenue un pays où le soutien pour l'Union européenne se situe désormais dans la moyenne.

**Gilles Gressani** met en lumière deux points : le premier est la superposition quasi-parfaite entre la carte du « non » au référendum de 1992 sur Maastricht et celle du vote en faveur de Jean-Luc Mélenchon ; le second concerne la manière dont cela permet d'expliquer le clivage ville/campagne.

**Jacques Lévy** souligne à quel point ce phénomène de recoupement des votes est massif dans tout l'Occident : même l'Italie, qui était plutôt hors-cadre, est rentrée dans ce moule qui suit le modèle des États-Unis, entrés dans la version la plus radicalisée de cette opposition entre les villes démocrates et les campagnes républicaines. Selon lui, à partir du moment où il y a une désaffiliation par rapport à un système centré autour de quatre ou cinq grands clivages stables, comme la classe ou la religion – ce qui a permis l'émergence du couple gauche/droite, les partis étant clairement identifiables à un camp – alors le couple gauche/droite ne peut plus représenter un attachement politique. À cet égard, l'Allemagne est un pays remarquable et intéressant par la capacité de ses partis à innover dans des cadres qui ne changent pas. Les partis restent, mais les doctrines changent, graduellement. Selon lui, un phénomène similaire se produirait en France si l'extrême-droite n'était pas si haute et si Emmanuel Macron n'avait pas cette « menace » sur ses flancs. À ce détail près, les situations allemandes et françaises sont comparables : on retrouve l'opposition entre cosmopolites et nationalistes, alors même que celle-ci prend de l'ampleur avec la guerre en Ukraine, qui projette la question européenne au centre de l'échiquier mondial. Il est frappant de voir que Marine le Pen et Éric Zemmour ont réussi à éviter que cela soit un sujet central, alors que cette question traverse toutes les autres. Cela tient à la capacité du système politique français de mettre de côté des questions considérées comme secondaires par une partie de la population, selon lui.

---

<sup>1</sup> Giorgia Meloni, issue de la droite traditionnelle. Parti italien d'extrême-droite, lié notamment au PiS (parti au pouvoir en Pologne).

Un effet de la guerre, souligne **Gilles Gressani**, a été cependant la dégringolade d'Éric Zemmour et la montée d'Emmanuel Macron ; dans ce jeu de billards à deux bandes, Éric Zemmour devient ainsi un paratonnerre. Mais que se serait-il passé si Marine le Pen et Jean-Luc Mélenchon s'étaient tous les deux retrouvés au second tour ? Que se passerait-il, surtout, si Marine Le Pen l'emportait dimanche ?

Pour **Cornelia Woll**, une victoire de Marine le Pen signifierait une victoire de Vladimir Poutine, car elle gèlerait toute tentative européenne de parler d'une seule voix sur la scène politique internationale et l'abandon par l'Europe de ses convictions libérales et démocratiques.

Pour **Enrico Letta**, qui a eu la chance de débattre avec Marine le Pen – débat qui a eu une véritable portée en Italie, signe d'une européanisation des questions politiques malgré la barrière de la langue – une victoire de cette dernière aurait l'effet d'un tremblement de terre au sein du paysage politique italien : elle légitimerait toute une partie du système italien qui avait déjà été encouragé par la victoire de Donald Trump ; elle augmenterait certainement le déni d'une partie de la classe politique italienne concernant la responsabilité de la guerre en Ukraine, alors que déjà 38% des Italiens pensent que celle-ci est la responsabilité de l'OTAN. Ce déni des faits transforme la nature du débat politique : on ne débat plus sur les faits, mais sur leur existence même.

Enfin, pour **Aranca Gonzalez**, la victoire de Marine le Pen marquerait le renoncement de l'Europe à porter ses valeurs de la démocratie libérale dans le monde. Elle rappelle que l'élection a des conséquences mondiales, alors que la France est un pays fondateur de la CEE, de la démocratie, des Lumières... Les conséquences seraient extra-européennes, et se feraient sentir notamment dans les pays d'Afrique, d'Amérique latine ou d'Asie pour qui l'alternative à l'Europe est représentée par les régimes autocrates que sont la Russie ou la Chine. Cette élection n'a donc pas pour enjeu la question de la subsidiarité en Europe, mais celle de la démocratie libérale. C'est pour cela que la question du système politique, de l'espace politique doit être centrale dans le débat du second tour.